Yves Verneuil, *Les agrégés. Histoire d'une exception française*

André D. Robert

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ree/2151>

DOI : 10.4000/ree.2151

ISSN : 1954-3077

Éditeur

Université de Nantes

Référence électronique

André D. Robert, « Yves Verneuil, *Les agrégés. Histoire d'une exception française* », *Recherches en éducation* [En ligne], 33 | 2018, mis en ligne le 01 juin 2018, consulté le 22 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/ree/2151> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ree.2151>

Recherches en éducation est mise à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

Les agrégés Histoire d'une exception française

Yves Verneuil

Voici une opportune réédition en format de poche d'un ouvrage important initialement paru en 2005 dans la collection « Histoire de l'éducation » aux éditions Belin. Augmenté d'une postface traitant de la période 2005-2017, et doté d'une bibliographie actualisée, le livre garde évidemment sa valeur scientifique irremplaçable tout en devenant, par son nouveau format, plus pratique et maniable que le précédent. Lui-même agrégé, l'auteur Yves Verneuil est l'historien spécialiste des agrégés et de l'agrégation : son étude constitue la somme exhaustive au sujet de cette « exception française », selon la formule du sous-titre.

Cette somme s'appuie naturellement sur des travaux antérieurs consacrés à l'enseignement et aux enseignants (parmi lesquels ceux de Françoise Mayeur, Antoine Prost, Dominique Julia, André Chervel, Philippe Savoie pour ne citer que quelques-uns d'une abondante bibliographie d'une douzaine de pages). Elle procède surtout d'un travail d'archives opéré principalement aux Archives Nationales et au centre des Archives contemporaines de Fontainebleau, et – concernant spécifiquement l'agrégation d'Ancien Régime – aux archives de l'Université de Paris (bibliothèque de la Sorbonne). Ont également été mobilisés, aux fins de réaliser cette synthèse historique complète des origines à nos jours, des enquêtes, statistiques et annuaires issus de l'Administration, une vingtaine de périodiques universitaires significatifs, ainsi que des sources imprimées comprenant des romans (par exemple Maurice Barrès, Simone de Beauvoir, Jeanne Galzy, ou Jean Guéhenno), des essais et des documents contemporains. Le lecteur voit en outre mis à sa disposition 42 précieux tableaux composés par l'auteur sur la base de données statistiques, aptes à satisfaire l'intérêt et la curiosité aussi bien à propos, par exemple, du nombre des agrégés dans les collèges royaux de 1842 à 1865, des traitements annuels comparés des agrégés et chargés de cours en 1906 que de l'origine sociale comparée des agrégés et agrégées en 1975, du nombre des agrégés dans le second degré en 2001 ou encore des résultats des élections à la CAPN (commission paritaire nationale) en 2002.

Éditions Belin, Collection « Alpha », 2017
638 pages, ISBN 978-26410-00976-7
(Première édition 2005)

Ces quelques indications disent assez l'ampleur du travail dont procède l'ouvrage, et, partant, lorsqu'on s'intéresse à l'histoire et à la sociologie des enseignants, son immense intérêt.

« Les agrégés », livre d'histoire, se divise en trois parties correspondant à trois séquences chronologiques. De 1766 à 1880, s'opère la « montée en puissance » de l'agrégation (qui n'est d'ailleurs pas toujours un concours, mais parfois un examen, voire relève à un certain moment de nominations quasi discrétionnaires) et par conséquent des agrégés. La période qui va de 1880 à 1944 est qualifiée, en rappel d'un titre célèbre d'Albert Thibaudet, de « République des agrégés ». Enfin, du deuxième vingtième siècle à l'époque tout à fait contemporaine (évoquée dans la postface), soit de 1944 à 2017, sont abordées les « remises en question » de l'agrégation et de ses titulaires. Yves Verneuil s'emploie à établir une histoire factuelle de ce dispositif spécifiquement français de recrutement de professeurs, permettant au lecteur, soucieux de trouver une information très précise sur tel ou tel point, d'obtenir satisfaction ; mais il n'omet bien sûr pas – comme on le constate déjà avec la mention des remises en question – de procéder à des problématisations. Il indique ainsi avec force, dès les pages d'introduction, pour ce qui concerne le vingtième siècle et plus spécialement sa phase de démocratisation des enseignements secondaire et supérieur, que la catégorie des agrégés, n'effectuant pas de tâches distinctes de celles d'autres catégories, est « statutairement à cheval sur l'enseignement secondaire et sur l'enseignement supérieur », et ainsi « au centre du conflit » entre les partisans d'un second degré école moyenne dans le prolongement du primaire et partisans d'un second degré propédeutique à l'enseigne-

ment supérieur (p.6). Conflit majeur qui « travaille » notre système éducatif et son organisation depuis la Libération, non résolu, passant par des clivages idéologiques et syndicaux (bien soulignés dans l'ouvrage). Ce n'est pas le moindre mérite du livre que de s'emparer, sans parti-pris catégoriel justement, de cette question de première importance.

Si le lecteur peut parfois être amené à se demander s'il ne s'agit pas plus du dispositif « agrégation » que des « agrégés » en tant que personnes, cela provient certainement du fait que, par volonté originaire jamais véritablement enrayée malgré les transformations et changements de contexte survenus, une identification essentialiste se produit entre le processus de recrutement lui-même censé conférer le plus haut prestige professoral et les individus « agrégés », c'est-à-dire jugés dignes de rejoindre l'élite d'un corps (agrégés à). Yves Verneuil a une écriture très claire et le sens des formules heureuses. Il montre que la création du concours en 1766 est concomitante de l'interdiction d'enseigner faite aux Jésuites en 1762 et de la fermeture de leurs établissements (avant leur expulsion en 1764). Ainsi, « le corps des titulaires de l'agrégation est destiné à supplanter les hommes des congrégations » (p.17). À propos de la période de 1821 à 1880 – où les changements de pied des autorités quant à la conception de l'agrégation ont été fréquents – l'auteur souligne que le rétablissement du concours est le fait du régime de la seconde Restauration ; il n'hésite pas à parler, avec là encore un clin d'œil, d'une « monarchie des professeurs » (p.52). Souvent, comme on le sait, certains fleurons de la République trouvent leur origine première dans des sources monarchiques.

C'est en effet sous la Troisième République, au temps de la « République des professeurs » que l'agrégé connaît son apogée, en termes de prestige intellectuel et de participation au pouvoir (par le nombre de professeurs exerçant des responsabilités politiques), ce que le chapitre 6 désigne sous le titre : « L'acmé de l'entre-deux-guerres » (p.229-317). La puissante Société des agrégés impose ses vues en matière de traitements, de pédagogie et de réforme, du moins tant que « la démographie est malthusienne » et que « les effectifs de l'enseignement secondaire restent à peu près constants » (p.229), c'est-à-dire jusque dans les années 1930 où commencera à s'amorcer une première démocratisation du secondaire (rappelons qu'en ce début de XX^e siècle, seulement 1% de la population française atteint le niveau du baccalauréat). Alors, au milieu des années 1920, le slogan de l'organisation rassemblant les agrégés (qui se refuse à se dire syndicat pour des raisons de distinction sociologique) peut prendre tout son relief : « le

professeur de lycée, c'est l'agrégé », ce qui conduit Yves Verneuil à la formule : « Intelligence d'élite, [les agrégés] veulent former les élites de l'intelligence » (p.231).

Pour autant, tout en constituant, avec quelques autres, l'élite intellectuelle, les agrégés n'appartiennent pas en propre à la bourgeoisie, du fait de la relative modestie de leurs salaires qui reste une caractéristique (surtout s'ils relèvent du cadre des agrégés de province par différence avec les agrégés du cadre parisien). La démocratisation du second degré, qui prendra son plein essor après la Seconde guerre mondiale et particulièrement dans les années 1960, affaiblit leurs positions : à la fois leur nombre s'accroît (ce qui entraîne une démultiplication du titre, donc une dévalorisation implicite, quoique relative) et leur pourcentage diminue (du fait du recrutement massif de professeurs certifiés dans les lycées après la création du CAPES en 1950, puis plus tard des PEGC – ex-instituteurs, *horresco referens* – dans les collèges), d'où le développement d'une « mentalité obsidionale, qui participe du complexe contemporain de la ligne Maginot » (p.361). Nous sommes bien au « temps des remises en question », liées notamment à de prétendues baisses de prestige.

Parmi celles-ci, Yves Verneuil pointe, sans se départir parfois d'une certaine ironie : la création de nouvelles agrégations, par exemple de génie mécanique, « et même » (p.388) d'éducation physique ; le phénomène de féminisation par l'introduction de la mixité en 1975 (jusque-là les concours hommes et femmes étaient séparés), censé – selon certaines visions – participer à l'affaiblissement du prestige social (notons au passage que la problématique du genre n'est pas négligée, le chapitre 7 étant entièrement consacré à « Femme et agrégée », p.319-360) ; la question des salaires et du sentiment (et de la réalité) du déclassement par rapport à d'autres emplois ; le ravalement social au niveau des classes moyennes, fussent-elles qualifiées de supérieures ; le déclin de l'influence intellectuelle, la création d'une agrégation par promotion interne en 1972, ce qui conduit – du point de vue des puristes – à une menace « de... désagrégation » et à l'interrogation : « agrégés ou agrégat ? » (p.469).

Par-delà les mises en cause récurrentes de l'existence du concours et du grade lui-même (défendu cependant par des organisations de gauche comme référence supérieure ou « pilote » pour faire progresser les autres catégories), le recrutement de plus en plus important d'agrégés dans l'enseignement supérieur ces dernières décennies et la mise en place du tronc commun dans le premier cycle tendent à renforcer les interrogations sur la pertinence de la place des agrégés (chapitre 10, p.507-552). Finalement, Yves Verneuil applique à son tour aux agrégés la

notion de malaise, déjà utilisée au sujet de l'ensemble des professeurs du second degré par la commission dite des sages en 1972 et reprise récemment à nouveaux frais par Anne Barrère (2017).

Dans sa postface, l'auteur indique des éléments du « changement dans la continuité » entre 2005 et aujourd'hui (p.565-581) : mastérisation et prévalence progressive de la logique de fonction sur la logique de grade. Ces éléments contribuent à continuer d'atténuer ce qui fut longtemps perçu par les membres, et l'est encore par un certain nombre d'entre eux, comme une essence du corps quasiment inaccessible à l'historicité (alors même que l'histoire montre nécessairement tout le contraire, sans que cela remette en question les hautes qualités intellectuelles que distingue toujours ce titre). Dans cette ligne, en ultime conclusion, Yves Verneuil tire la leçon de son entreprise historique de grande ampleur retraçant, au travers de cet ouvrage que nous ne saurions trop recommander, 250 ans d'agrégation et de vie socioprofessionnelle des agrégés et agrégées : « Une vision monolithique ne rendrait pas compte de la réalité [...] les agrégés forment [aujourd'hui] davantage un agrégat qu'un monolithe » (p.581).

Précisons encore, pour rassurer le lecteur qui pourrait craindre une histoire un peu trop abstraite et technique, que certains agrégés en chair et en os (si l'on ose dire), ainsi qu'en discours, sont bien aussi présents dans le fil du récit.

André D. Robert

*Équipe d'accueil « Éducation Cultures Politiques »
Université Lumière Lyon 2*